
HALTE À LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Déclaration d'Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, lors du lancement régional de la campagne au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Index AI : ACT 77/040/2004

ÉFAI

Jeudi 1^{er} avril 2004

Amman (Jordanie) – Votre Majesté, j'aimerais tout d'abord vous dire combien nous sommes honorés de vous compter parmi nous. Votre mobilisation et vos actions résolues en faveur de la situation des femmes, des jeunes filles et des fillettes en Jordanie et dans le monde entier, font de vous une source d'inspiration pour les dirigeants de cette région du globe. En nous faisant l'honneur de votre présence, vous rendez hommage à tous ceux qui contribuent à défendre les droits humains, et je tiens à vous en remercier.

Votre Majesté, Mesdames et Messieurs les invités d'honneur, Chers amis,

Notre campagne *Halte à la violence contre les femmes* permet de faire entendre les voix de millions de femmes qui, à travers le monde, y compris au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, subissent des violences pour la simple raison qu'elles sont nées femmes.

– Nous donnons voix au chapitre aux femmes irakiennes, qui vivent dans la peur quotidienne d'être enlevées, violées ou assassinées, dans un climat d'insécurité permanente. L'incertitude politique qui règne dans le pays leur fait également redouter des réactions très hostiles vis-à-vis de leurs droits.

– Notre campagne permet aux femmes des territoires palestiniens occupés d'exprimer leurs souffrances, dont les médias se font rarement l'écho. Nous n'entendons pas parler de ce qu'elles doivent subir lorsque leurs maris, leurs pères ou leurs fils sont incarcérés, tués ou se retrouvent sans travail. Nous ne sommes pas informés de ce qu'elles endurent, confrontées aux démolitions d'habitations, aux bouclages, à la construction de la « *barrière de séparation* ». Aujourd'hui, nous écouterons le récit d'une femme palestinienne.

– Notre campagne permet à nombre d'autres femmes, victimes de violences au sein de leurs propres foyers et communautés, de se faire entendre du Maroc à l'Iran et du Yémen à l'Irak. Une femme nous racontera son combat pour échapper à ces violences et obtenir justice. Il se trouve qu'elle est originaire du Maroc – mais elle pourrait venir de n'importe quel pays de la région, voire du monde.

La violence contre les femmes est un scandale mondial. De par le monde, une femme sur trois – c'est-à-dire un milliard – est victime de graves violences au cours de sa vie. Des millions de femmes sont violées, agressées, battues et maltraitées dans le cadre des conflits ou au sein de leurs propres foyers. Chaque année, deux millions de fillettes subissent des mutilations génitales. Dans certaines régions du globe, les femmes sont tuées par leur famille au nom de l'honneur. Dans d'autres, elles sont brûlées vives parce qu'elles n'apportent pas de dot. Et même dans les pays les plus riches et les plus développés de la planète, elles sont battues par leurs compagnons. Aux États-Unis, une femme est agressée toutes les quinze secondes. Au Royaume-Uni, chaque semaine, deux femmes sont tuées par leurs conjoints.

L'insoutenable vérité est que la violence contre les femmes ne s'exerce pas seulement « *là-bas* ». Elle se produit ici même. Cela peut nous arriver, à nous, à nos amies ou à des membres de notre famille.

Cette violence existe en raison de l'impunité, de l'inégalité, de l'indifférence et de la tolérance.

Elle se produit parce que les gouvernements ferment les yeux sur ces agissements et permettent à leurs auteurs de ne pas en subir les conséquences. Soixante-dix neuf pays, dont la plupart des États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ne disposent d'aucune loi prohibant la violence domestique. Dans 127 États, dont la majorité des pays du Moyen-Orient, aucune législation ne condamne le harcèlement sexuel. Seuls 16 pays – mais pas un seul au Moyen-Orient – sont dotés de textes de loi faisant expressément référence aux violences sexuelles. Même lorsque ces lois existent, elles ne sont guère appliquées par la police et le système judiciaire.

La violence contre les femmes se produit parce que les lois, les politiques et les pratiques établissent une discrimination à leur égard, aux niveaux politique, économique et social, créant un environnement propice à les réduire au silence et à les soumettre à des sévices. Dans pas moins de 54 pays, dont beaucoup au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, des textes de loi établissent une discrimination active envers les femmes. Un certain nombre de pays de cette région ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, mais l'ont vidée de sa substance en émettant nombre de réserves.

La violence à l'égard des femmes existe parce qu'on leur refuse l'égalité de droit et l'égalité des chances aux niveaux social et économique. Dans le cadre de la mondialisation de l'économie, nous constatons que la proportion de femmes parmi les populations défavorisées ne cesse d'augmenter. Prises au piège de la pauvreté, les femmes sont plus exposées à la violence et moins susceptibles d'y échapper. Pensez aux femmes marginalisées dans nos sociétés, aux travailleuses immigrées, aux employées de maison.

Cette violence se perpétue parce que nous le permettons. En tant que femmes, nous avons tellement peur et tellement honte d'en parler. En tant qu'hommes, nous la nions. En tant que sociétés, nous la tolérons et lui trouvons des excuses, au nom de la religion, de la coutume, de la culture et de la tradition.

Vivre libre de toute violence n'est pas un privilège, mais un droit humain universel. Toute femme a le droit de ne pas être exposée aux violences perpétrées par des agents de l'État ou des particuliers. Aux termes du droit international, les gouvernements sont dans l'obligation de faire respecter ce droit. Aucune coutume, culture ni tradition, aucune loi, politique ni pratique, ne peut être invoquée pour priver les femmes de ce droit fondamental. Rien ne peut excuser la violence à l'égard des femmes.

Au Moyen-Orient, cette violence est un problème grave, mais pas insurmontable. La situation a progressé, grâce à des changements venus de l'intérieur, grâce aux initiatives de milliers de femmes qui s'organisent dans la région pour lutter contre ce fléau. Elles brisent les tabous et dénoncent les atteintes aux droits humains. Elles se battent et font pression en faveur d'une évolution de leur statut politique, économique et social.

Et ces changements, qui pourrait les nier ? Il est d'ailleurs essentiel de saluer et de reconnaître les progrès accomplis. Le taux d'inscription des filles et des garçons dans les écoles primaires a désormais atteint la parité en Jordanie, à Bahreïn, au Liban, aux Émirats arabes unis et dans les Territoires palestiniens. En Arabie saoudite, au Koweït et au Qatar, plus de la moitié des étudiants de premier cycle sont des femmes. Le gouvernement tunisien compte six femmes, celui de Jordanie trois. Le Maroc a tout récemment adopté une loi relative à la famille très progressiste pour la région. Le Service chargé de la protection de la famille en Jordanie s'est vu décerner le Prix des droits de l'homme des Nations unies en 2003, pour avoir élaboré un modèle visant à remédier à la violence domestique dans la région. J'ai appris que la Jordanie avait adopté des règlements sur les centres d'accueil pour femmes et envisageait de modifier sa législation en matière de violence familiale. Il y a peu, le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a déclaré qu'il mettrait sur pied un comité chargé des questions concernant les femmes, notamment l'emploi.

En dépit de toutes ces avancées, le chemin est encore long et pavé de nombreux obstacles. La moitié des femmes arabes ne savent pas lire et 4 millions de fillettes ne sont pas scolarisées. Dans les États arabes, seuls six pour cent des sièges parlementaires sont occupés par des femmes (contre 16 p. cent en moyenne dans le monde). Les comportements sociaux et culturels, alliés aux interprétations équivoques de la religion, mènent à la dévalorisation, à l'assujettissement et à la subordination des femmes.

La violence à leur égard demeure endémique dans la région. Le défi majeur consiste à déterminer comment lutter contre des positions profondément enracinées, comment amener la transformation tout en préservant les valeurs.

Si des obstacles subsistent, le vent du changement a toutefois commencé à souffler – et nous devons encourager cette évolution, l'accompagner et la poursuivre. C'est en gardant cet objectif présent à l'esprit qu'Amnesty International lance sa campagne visant à mettre un terme à la violence contre les femmes au Moyen-Orient. Cette campagne s'attachera principalement à la violence qui se manifeste au sein de la famille et dans le cadre des conflits.

En collaboration avec des organisations de défense des droits des femmes et d'autres partenaires dans la région, nous demanderons aux gouvernements de s'engager publiquement à faire en sorte que la Déclaration universelle des droits de l'homme devienne une réalité pour

toutes les femmes. Nous les exhorterons à ratifier les traités internationaux relatifs aux droits des femmes et à lever leurs réserves.

Nous préconiserons la modification des lois qui établissent une discrimination à l'égard des femmes et perpétuent la violence. Nous ferons campagne en faveur de l'adoption de textes de loi qui protègent les femmes et érigent en infraction le viol et d'autres formes de violence sexuelle. Dans tous les pays, nous exigerons que les gouvernements s'acquittent de leurs obligations, en assurant le respect, la protection et la promotion du droit des femmes de ne pas être victimes de violences.

Le changement de mentalité est la clé de voûte de cette évolution. Un peu plus tôt, lors d'une audience privée, Sa Majesté la reine a souligné combien il importe de sensibiliser les jeunes, garçons et filles, à cette question. À cet effet, nous soutiendrons et développerons des programmes d'éducation et de sensibilisation aux droits humains destinés à tous les groupes de la société. Surtout, nous inviterons les hommes à se joindre à notre campagne, afin qu'ensemble nous puissions changer les choses.

Votre Majesté, vous avez déclaré lors d'une récente visite à Londres : « *En Jordanie, nous ne mesurons pas notre travail à l'aune de ce que nous avons réalisé, mais à l'aune de ce que nous sommes résolus à accomplir.* » Je m'associe pleinement à vos propos. La détermination politique et l'engagement des dirigeants de la région, dont nous avons désormais cruellement besoin, seront déterminants. Parce que ce ne sont pas seulement les femmes qui souffrent, mais bien l'ensemble de la société.

Une nation est pareille à un oiseau, avec deux ailes – si l'une se brise, l'oiseau ne peut plus voler.

Lors de cette même réunion, Votre Majesté avait rappelé aux participants que chacun d'entre nous peut être porteur de changement : « *Nous ne sommes qu'un être humain parmi tant d'autres dans le monde ; pourtant, pour une personne en particulier, nous sommes le monde.* » Amnesty International rassemble 1,8 million de membres répartis dans plus d'une centaine de pays, qui travaillent pour et avec les gens. C'est pourquoi nous croyons fermement dans la capacité des personnes ordinaires à susciter des bouleversements extraordinaires. Nous demandons à tous, hommes et femmes, de prendre part à notre campagne – de dénoncer, de se battre et de dire : « *Non. Je ne commettrai pas de violences contre les femmes. Je ne tolérerai pas ces agissements. Je ne laisserai personne en commettre et ne baisserai pas les bras tant que cette violence n'aura pas été éradiquée.* » En œuvrant tous ensemble, faisons bouger les choses. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>